

Grèce/Législatives hier

La droite lamaine la gauche de Tsipras

AFP

Athènes/Grèce

Ce dernier a immédiatement reconnu sa défaite, félicitant son rival, Kyriakos Mitsotakis, 51 ans. Lequel s'apprête donc à diriger le gouvernement.

LE Premier ministre grec sortant Alexis Tsipras a reconnu sa défaite aux législatives hier, après la victoire sans appel de la droite de Kyriakos Mitsotakis, sur la promesse de relancer l'économie après la crise qu'a connue la Grèce, selon les premiers résultats officiels.

Pour ces premières élections parlementaires depuis que leur pays a échappé à la faillite, les Grecs ont choisi Kyriakos Mitsotakis, 51 ans, pour être leur futur chef du gouvernement.

Sa formation Nouvelle Démocratie (ND) a obtenu 39,7% des suffrages contre 31,4% pour celle de M. Tsipras, selon les premiers résultats partiels officiels portant sur plus de 50% des bureaux de vote.

Le vaincu a félicité son rival conservateur au téléphone en début de soirée, a-t-on appris auprès des services du Premier ministre.

A la Vouli, le Parlement grec, les conservateurs détiendraient ainsi 158 des 300 sièges, tandis que Syriza n'en conserverait que 86 sur les 144 que ce parti de gauche avait dans l'assemblée sortante.

Trois ans après avoir pris les rênes du parti conservateur, Kyriakos Mitsotakis, perçu comme un réformateur, proche des milieux d'affaires, a promis de "relancer l'économie" et de "laisser la crise derrière nous".

Au siège de Nouvelle démocratie, hier soir, ses militants se réjouissent qu'"une page se tourne". "La psychologie des Grecs et des marchés sera désormais différente. Nous pouvons avoir confiance en l'avenir", affirme Giorgos, un avocat venu "voir de près le prochain chef du gouvernement".

Efi Louka, une employée de la compagnie de téléphonie publique OTE, a fait le déplacement depuis Lamia (centre) pour "fêter ce changement". "La Grèce a besoin d'investissements, d'un Etat qui fonctionne. Seul un dirigeant éduqué et expérimenté comme Kyriakos Mitsotakis peut apporter un changement constructif", estime-t-elle. L'élection de ce fils de Premier ministre, descendant d'une dynastie politique, signera le retour de la "fa-

miliocratie" au gouvernement grec, une tradition qu'Alexis Tsipras avait interrompue en accédant au pouvoir à l'âge de 40 ans. Surgissant dans une Grèce en plein chaos, terrassée par la crise de la dette et la cure d'austérité imposée par ses créanciers, l'UE et le FMI, Alexis Tsipras avait suscité l'espoir, en janvier 2015, chez un peuple abasourdi par les faillites et les plans sociaux.

Mais ce jeune leader de gauche radicale a ensuite fait volte-face, forcé d'accepter un plan de sauvetage assorti de sévères mesures pour empêcher la sortie de la zone euro, ce que les électeurs ne lui ont pas pardonné.

LE PARI PERDU DE TSIPRAS

Sonné par un échec cinglant aux élections européennes et locales, fin mai et début juin, Alexis Tsipras, dont le mandat s'achevait théoriquement en octobre, a tenté un coup de poker risqué en convoquant lui-même ces élections anticipées au début de l'été, avec l'espoir d'inverser la vague de mécontentement. Mais celui-ci, habitué à remettre en jeu sa majorité, a cette fois perdu son pari.

"Nous avons appliqué une politique des finances impopulaire et pro-bancaire, une recette qui conduit à



Photo : AFP

Le sourire de Kyriakos Mitsotakis. La large victoire de son parti et de la droite en général lui offre les clefs du gouvernement.

l'usure", a confié à l'AFP Nikos Xydakis, un ex-député du Syriza et ancien ministre de la Culture. Il a reconnu que son parti avait fait "trop de promesses".

Sur ses affiches électorales, le Premier ministre sortant, le bras levé, en manches de chemise, semblait d'ailleurs dire un dernier au revoir, en proclamant : "Maintenant, décidons de nos vies". Dans une opération séduction de la dernière chance, vendredi soir, M. Tsipras avait agité le risque de retour aux "heures sombres de l'austérité" et évoqué la baisse du chômage à 19% ou encore la revalorisation

du salaire minimum mensuel à 650 euros (425 750 francs).

Le ministre sortant des Finances Euclide Tsakalotos, le bras droit d'Alexis Tsipras, a reconnu une "grande victoire de Nouvelle Démocratie".

Troisième parti dans le nouveau parlement, le KINAL né sur les cendres du Pasok (socialiste), remporte 22 sièges, devant les communistes du KKE (15 sièges) et le parti MeRa25 de l'ancien ministre des Finances de M. Tsipras Yanis Varoufakis (neuf sièges). Le parti nationaliste de la Solution grecque aurait 10 sièges.

Sénégal/En Casamance

Arrestation de 13 rebelles ayant "bravé une interdiction de réunion"

AFP

Ziguinchor/Sénégal

TREIZE rebelles indépendantistes de Casamance ont été arrêtés samedi dans cette région du sud du Sénégal pour avoir "bravé une interdiction de réunion publique", a-t-on appris hier auprès d'une source proche du dossier. Les 13 rebelles arrêtés sont membres de la faction de Salif Sadio, le chef militaire le plus radical du Mouvement des forces démocratiques de Casa-

mance (MFDC), qui mène depuis 1982 une rébellion indépendantiste dans cette région du sud du Sénégal, isolée de la partie nord du pays par la Gambie.

"Ils sont présentement à Ziguinchor", principale ville de Casamance, "pour les besoins de l'enquête", a dit à l'AFP cette source proche du dossier. Ils ont été arrêtés samedi à Kagnobon, une localité proche de la Gambie, pays partiellement enclavé dans le Sénégal, puis acheminés à Ziguinchor.

Ces rebelles "ont bravé hier (samedi) une interdiction

de réunion publique et ont insisté" pour la tenir malgré l'avis défavorable de "l'autorité administrative".

Les autorités sénégalaises avaient interdit le 22 juin une réunion prévue par la faction de Salif Sadio à Diouloulou, en Casamance, après en avoir autorisé deux précédentes, selon la presse locale.

"Le dispositif de sécurité est permanent. Les gens qui se déplacent avec des armes sont considérés comme des rebelles et ça ne peut pas être accepté par l'Etat", avait affirmé à

l'AFP un responsable de la Direction des relations publiques des armées sénégalaises (Dirpa).

"Les négociations piétinent. L'Etat du Sénégal ne montre aucune volonté de respecter ses engagements", avait déploré fin avril Salif Sadio, qui vit dans la clandestinité, depuis un village proche de la frontière gambienne.

Le conflit casamançais connaît depuis plusieurs années une accalmie, alors que les négociations de paix se sont multipliées depuis l'arrivée au pouvoir du président Macky Sall en

2012.

Des négociations ont repris en octobre 2017 à Rome sous l'égide de la communauté catholique de Sant'Egidio, médiatrice dans ce conflit.

La Casamance avait toutefois connu un regain de violences début 2018, à la suite du massacre de 14 hommes partis chercher du bois dans une forêt.

En 35 ans, le conflit a fait des milliers de victimes civiles et militaires, ravagé l'économie de cette région agricole et touristique, et poussé de nombreux habitants à fuir.

Tunisie/Migrants

Trois nouveaux corps repêchés après le naufrage d'une embarcation

AFP

Tunis/Tunisie

LE Croissant-Rouge tunisien a indiqué hier que trois corps avaient été repêchés au large de la Tunisie, portant à 16 le nombre de cadavres retrouvés après le naufrage d'une embarcation transportant des dizaines de migrants.

Les corps d'un enfant de trois ans et de deux femmes, dont l'une était enceinte, ont été repêchés samedi soir au large de Ben Gardane et de l'île de Djerba, dans le sud de la Tunisie, a déclaré à l'AFP Mongi Slim, président du Croissant-Rouge tunisien à Médenine (sud).

"Le nombre de corps repêchés est passé à 15", a-t-il précisé, douze corps ayant

été retrouvés plus tôt samedi par la Garde maritime tunisienne.

M. Slim avait également fait état vendredi de la découverte sur la plage de Zarzis (sud) du corps d'une femme noyée, précisant qu'elle faisait sûrement partie des passagers de l'embarcation.

Jeudi, l'Organisation internationale des migrations (OIM) avait annoncé le

naufrage d'une embarcation avec à son bord plus de 80 migrants, d'après le récit d'un des trois survivants.

Selon un responsable de la Garde maritime tunisienne, les migrants étaient partis lundi de la ville libyenne de Zouara, à 120 km à l'ouest de Tripoli, à bord d'un bateau pneumatique, en direction de l'Italie.

Les recherches se poursuivent au large de Zarzis, a indiqué M. Slim, précisant que les corps retrouvés seront transportés à l'hôpital de Gabès (sud) la semaine prochaine pour des analyses ADN.

Ces dernières semaines, des dizaines de candidats à l'exil tentant de rallier l'Italie depuis l'ouest de la Libye ont été secourus au large de la Tunisie.

A travers le monde

• **Afghanistan/Conflit.** Au moins 12 morts dans un attentat-suicide taliban



Photo : AFP

Un attentat-suicide revendiqué par les talibans a fait au moins douze morts et plus de 150 blessés, dont des dizaines d'enfants, hier dans l'est de l'Afghanistan, au moment même où des pourparlers de paix se déroulent au Qatar entre responsables américains et insurgés.

• **Indonésie/Séisme.** Alerte au tsunami levée

L'alerte au tsunami a été levée après un fort séisme, de magnitude 6,9 selon l'institut américain de géophysique USGS, enregistré hier au large de la partie orientale de l'Indonésie.

• **Iran/Nucléaire.** Début de l'enrichissement de l'uranium à un niveau prohibé

L'Iran a confirmé hier qu'il commencerait, dans la journée, à enrichir de l'uranium à un niveau prohibé par l'accord sur son programme nucléaire conclu en 2015 et a menacé de s'affranchir d'autres obligations dans "60 jours".

• **Israël/Conflit.** Des soldats blessés dans une attaque à la voiture bélier



Photo : AFP

Un Palestinien soupçonné d'un attentat à la voiture bélier contre des soldats israéliens en Cisjordanie occupée a été arrêté, a indiqué hier un communiqué de l'armée. Des soldats postés à un barrage près du village palestinien de Hizma au nord de Jérusalem ont été blessés samedi soir par une voiture qui a foncé sur eux, selon le communiqué.

• **Syrie/Conflit.** Washington met la pression sur Berlin

Les Etats-Unis ont demandé hier à l'Allemagne de fournir des troupes au sol pour le contre-terrorisme dans le nord de la Syrie, accentuant la pression en vue d'un plus grand engagement de Berlin en matière militaire.